



## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Pour soulager la trésorerie des entreprises pendant cette période difficile, la Région Hauts-de-France a décidé au regard de la crise sanitaire actuelle, de permettre aux chefs d'entreprise bénéficiant de prêts, ou avances remboursables accordé(e)s au titre des programmes mis en œuvre dans le cadre de la politique « relations avec les entreprises », de permettre le report des échéances de prêts/avances remboursables.

Afin que la demande de report puisse être prise en compte, l'entreprise doit nous retourner cette attestation sur l'honneur dûment remplie, datée et signée à l'adresse mail : [reportcheancepret@hautsdefrance.fr](mailto:reportcheancepret@hautsdefrance.fr)

- Nom et coordonnées de l'entreprise : .....
- Numéro de Convention : .....
- Nature (ou non) du dispositif d'aide régional sur lequel s'appuie votre convention : .....

Motif de la demande de report des échéances :

### Veillez cocher votre demande :

Le report des échéances des 31 décembre 2020, 31 mars 2021 et 30 juin 2021, sous réserve d'une demande conforme réceptionnée sur l'adresse [reportcheancepret@hautsdefrance.fr](mailto:reportcheancepret@hautsdefrance.fr), **avant la date du 30 novembre 2020.**

Le report des échéances des 31 mars 2021 et 30 juin 2021 sous réserve d'une demande conforme réceptionnée sur l'adresse [reportcheancepret@hautsdefrance.fr](mailto:reportcheancepret@hautsdefrance.fr), **avant la date du 28 février 2021.**

Le report des échéances et 30 juin 2021, sous réserve d'une demande conforme réceptionnée sur l'adresse [reportcheancepret@hautsdefrance.fr](mailto:reportcheancepret@hautsdefrance.fr), **avant la date du 31 mai 2021.**

Je reconnais avoir pris connaissance que :

- Les informations recueillies sur cette attestation peuvent faire l'objet d'une saisie sur un fichier numérisé ;
- La loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites dans cette attestation ;
- Cette loi garantit un droit d'accès et de modification pour les données me concernant ;
- Je peux refuser de répondre aux questions posées ou de fournir certains justificatifs et, dans ce cas, je renonce à prétendre à tout report d'échéance.

Je suis conscient(e) que le présent document pourra être produit en justice et que toute fausse déclaration de ma part m'expose à des sanctions pénales.

Fait à .....

Le .....

Pour l'entreprise :

Nom .....

Fonction .....

Cachet de l'entreprise :

Art 441-1 du Code Pénal : Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.